

RECHERCHER UNE PERSONNE

1939-1944

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT À LA RECHERCHE EN ARCHIVES SUR LES DÉTENUS ET INTERNÉS DE LA PRISON DE MONTLUC

Ce guide est destiné à toutes les personnes désireuses d'effectuer des recherches sur les détenus et internés de la prison de Montluc entre le 18 novembre 1939 et le 24 août 1944.

Si les archives de la prison militaire française pour la période du 18 novembre 1939 au 17 février 1943 sont bien identifiées et déposées pour la grande majorité au Service Historique de la Défense, les archives de la période allemandes sont beaucoup plus hétérogènes. La destruction d'une grande partie des archives de l'armée allemande et de la Sipo-SD de Lyon à la Libération nous prive de la majorité des archives allemandes de la prison de Montluc et notamment d'un registre d'écrou complet. Les fonds d'archives disponibles sont dispersés et souvent postérieurs à cette période.

Le Mémorial National de la prison de Montluc ne dispose actuellement d'aucun fonds d'archives. Les archives concernant la prison et ses détenus/internés sont conservés dans différentes institutions que ce guide tente de vous présenter afin de vous orienter au mieux dans vos recherches.

HISTORIQUE (1939-1944)

Construite en 1921, la prison militaire de Montluc n'est que très peu utilisée à ses débuts. Mise à disposition de la justice civile en octobre 1926, elle ferme finalement ses portes en novembre 1932.

Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, la prison rouvre logiquement ses portes à la fin de l'année 1939. Outre les justiciables militaires condamnés et prévenus, espions, on retrouve à Montluc à partir de cette période les quelques premiers détenus politiques, victimes des premières juridictions d'exceptions, essentiellement des militants communistes.

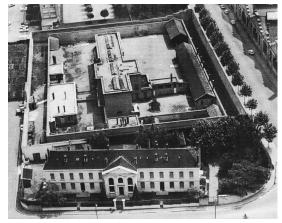


Photo aérienne de la prison de Montluc © Arch. Dép. Rhône 4571 W 6

Suite à la débâcle et à la signature de l'armistice le 22 juin 1940, la prison de Montluc, située en zone libre, conserve son statut militaire. Elle devient également un outil de répression au service du régime de Vichy et de nombreuses nouvelles juridictions d'exceptions. Y sont internés alors, non seulement des opposants politiques mais également les premiers résistants opposés au régime de Vichy et à l'Allemagne nazie. On dénombre alors entre 300 et 400 détenus à Montluc.

L'invasion de la zone libre le 11 novembre 1942 suite au débarquement anglo-américain en Afrique du Nord le 8 novembre 1942 change la donne à Lyon. L'arrivée des services de police allemands entraîne une répression de plus en plus violente et l'armée allemande réquisitionne officiellement la prison de Montluc le 17 février 1943.

Prison militaire de la Wehrmacht, Montluc passe cependant rapidement sous le contrôle de la Gestapo et de Klaus Barbie. Progressivement, résistants et opposants politiques sont rejoints par des Juifs, otages, réfractaires au STO et quelques droits communs arrêtés dans la région Rhône-Alpes.

Ils sont internés à Montluc dans l'attente d'être déportés, fusillés ou massacrés. Entre le 17 février 1943 et le 24 août 1944, ce sont près de 10 000 personnes qui transitent dans cette prison. Très largement surpeuplée à partir du printemps 1944 avec près de 1 300 internés pour une capacité théorique de 127 places, la prison constitue une première étape dans le processus de déshumanisation voulu par les nazis et une antichambre vers la déportation et les exécutions.

Suite aux débarquements de Normandie puis de Provence et devant l'imminence de la défaite, les exécutions sommaires se généralisent. Au moins 635 internés sont massacrés en différents lieux de la région lyonnaise, avant la libération de la prison par la Résistance le 24 août 1944.

Ses prisonniers libérés, la prison est ensuite abandonnée pendant quelques jours avant la libération de la ville de Lyon, le 3 septembre puis rouverte pour les soldats allemands, gestapistes, miliciens et collaborateurs. Ce sont près de 900 détenus qui sont à Montluc à la fin de l'année 1944.



La baraque aux Juifs, photographie de la police judiciaire en novembre 1944 © Arch. Dép. Rhône 4544 W 17

Cédée à la justice civile le 27 décembre 1947, Montluc reste cependant une prison à part. Elle continue d'accueillir les condamnés par le tribunal militaire de Lyon jusqu'à sa dissolution en 1982. Dès 1997, la prison de Montluc devient une maison d'arrêt pour femmes et ce jusqu'à sa fermeture en février 2009.

Suite à sa fermeture, plusieurs associations dont l'Association des Rescapés de Montluc, soutenues par les pouvoirs publics et notamment le préfet Géraud, font pression pour sauvegarder la prison. Inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques le 25 juin 2009, la prison est ensuite rénovée puis ouverte au public à partir de 2010 en tant que Haut Lieu de la Mémoire

UNE PRISON FRANCAISE (1939-1943)

Prison militaire française du 18 novembre 1939 au 17 février 1943, Montluc reste sous l'autorité de l'armée sous la III^{ème} République comme sous le régime de Vichy. Les archives de la prison mais également les archives judiciaires du tribunal militaire de Lyon sont déposées dans les différents Services Historiques de la Défense (SHD).

Les archives de la prison sont consultables au SHD de Vincennes, notamment sous la côte 13 J. Les registres d'écrou sont ainsi disponibles et permettent d'identifier la totalité des détenus écroués sur cette période. Un important travail de numérisation et d'inventaire mené par Sylvain Philippon permet aujourd'hui au mémorial de confirmer la détention d'un détenu.

Les archives de la justice militaire sont déposées au Dépôt central des archives de la justice militaire (DCAJM) à Le Blanc.

Outre ces deux principaux fonds concernant directement la prison de Montluc, de nombreux autres fonds d'archives utiles pour retracer les parcours de détenus sont disponibles dans différents centres d'archives listés à la fin de ce guide.



Extrait de registre d'écrou de la prison militaire de Montluc, juin 1940, SHD 13 J 668

Service historique de la Défense

Château de Vincennes, Avenue de Paris F - 94306 VINCENNES Cedex.

Tel: 01 41 93 43 90

Web: www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr

Dépôt central des archives de la justice militaire (DCAJM)

Dernière modification le 06 juin 2019 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre) 54 rue de la Guignière BP 214

36300 Le Blanc Tél : 02 54 37 67 60

Courriel: dcajm.cmi.fct@intradef.gouv.fr Site web: http://www.defense.gouv.fr/sga

UNE PRISON ALLEMANDE (1943-1944)

Réquisitionnée totalement le 17 février 1943, la prison de Montluc passe sous le contrôle de l'armée allemande. Si la prison est administrée par la Wehrmacht, les arrestations et la gestion des internés passe rapidement sous le contrôle de la Gestapo et de Klaus Barbie. Les archives de ces deux services disparaissent malheureusement en grande partie à la Libération et obligent les chercheurs à se tourner vers d'autres fonds, notamment français et postérieurs à la Seconde Guerre mondiale. Il existe également d'autres fonds d'archives en Allemagne mais ils sont aujourd'hui encore relativement peu identifiés et étudiés pour la prison de Montluc.

Les deux principaux fonds d'archives, aujourd'hui indispensables dans l'étude de la prison et des parcours d'internés sont déposés aux archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon, à 300m du mémorial.

ARCHIVES DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON

34 rue Général Mouton-Duvernet 69003 LYON

Tel: 04 72 35 35 00

Courriel : archives@rhone.fr
Site web : https://archives.rhone.fr/

LE FONDS MONTLUC 3335 W

Accessible en ligne sur le site internet

Constitué par le Service Régional de la Police Judiciaire (SRPJ) après guerre, ce fonds d'archives regroupe les recherches entreprises sur les internés de la prison Montluc sous l'occupation allemande. À partir de ces enquêtes, près de 9 000 dossiers, plus ou moins fournis, ont été constitués sur chaque individu recherché.

Attention, ce fonds n'est pas exhaustif, tous les internés de Montluc ne figurent pas dans ce fichier, car tous n'ont pas fait l'objet de recherches par le SRPJ. Par ailleurs, la police ayant enquêté sur des victimes de la période de l'Occupation, tous les dossiers ne concernent pas des internés de Montluc et certains traitent de personnes détenues ailleurs.

Pour consulter ces différents documents, il convient d'aller sur le site internet des Archives départementales et métropolitaines, de cliquer sur l'onglet Montluc 1942-1944 et de taper le nom de l'interné.

Il arrive que certains internés de Montluc soient introuvables dans le fonds (soit à cause de fautes dans le nom, soit à cause d'une mauvaise indexation, ou simplement parce qu'il n'existe pas de dossier). La recherche est nominative et ne tolère aucune faute

Les documents du fonds Montluc sont d'origines diverses, pour autant vous les trouverez rassemblés par dossier nominatif dans la version numérisée. Le nombre de documents est très hétéogène, selon les internés, vous pourrez retrouver :

Une fiche index du dossier assortie d'un numéro de dossier de la police (quasi systématique) comprenant des renseignements succincts sur chaque individu (état civil, date d'arrestation, de décès...) voir doc n°1

Une fiche de renseignements française produite soit pendant la guerre par le régime de Vichy, soit après-guerre par la police judiciaire (souvent à plusieurs mains). Sur ces fiches, vous retrouverez l'état civil et le parcours de l'interné, son numéro de dossier, depuis l'arrestation jusqu'à son décès ou la libération et même parfois l'endroit où il a été incarcéré à Montluc. voir doc. (2) et (3).

Parfois des archives de l'administration de Vichy et/ou de la police judiciaire (rapports, correspondances) voir doc. (4) et (5).

Très rarement des **archives allemandes** liées à l'administration de la prison (fiche d'écrou et fiche de fouille) voir doc (6) et (7).

Afin de vous permettre de mieux comprendre ces différents documents que vous pourrez découvrir en ligne, vous trouverez page suivante les exemples les plus courants. Il est à préciser également que le fonds a été numérisé en noir et blanc.



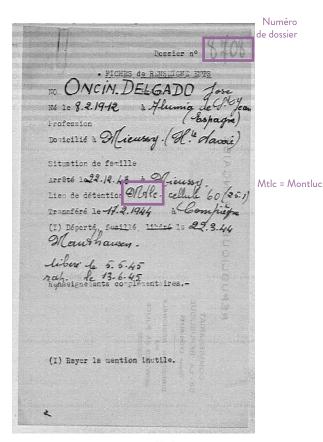
Exemple d'une fiche d'écrou issue du fonds Montluc en couleur

(1) EXEMPLE DE FICHE INDEX AVEC SON NUMÉRO DE DOSSIER

NOM: DUBOIS PRÉNOMS: HÉLÈME Arrêté le : 3-8-44 à Lyon MOTIF: agent de liaison (hontline libérée le 24-8-44 DOSSIER Nº: 4605

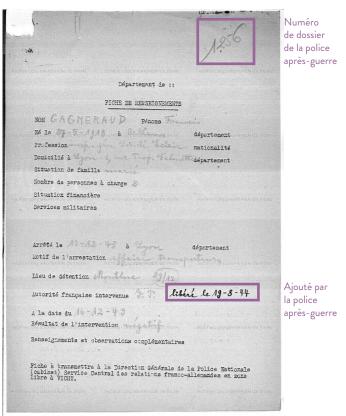
Exemple : Mme Berthaud Hélène, née Dubois. Archives Départementales et Métropolitaines 3335 W 26, 3335 W 13. Dossier 4605.

(3) EXEMPLE DE FICHE DE RENSEIGNEMENT PRODUITE PAR LA POLICE JUDICIAIRE



Exemple : M. Oncin Delgado José. Archives Départementales et Métropolitaines, 3335 W, dossier 8708.

(2) EXEMPLE DE FICHE DE RENSEIGNEMENT PRODUITE PAR L'ADMINISTRATION DE VICHY



Exemple : M. Gagneraud Francis. Archives Départementales et Métropolitaines 3335 W 6, 3335 W 26. Dossier n° 001256

Origine des fiches de renseignements :

Sous Vichy, le service des relations franco-allemandes permet parfois à la préfecture d'obtenir des informations sur les arrestations survenues.

Si vous trouvez sur le document la mention tapée à la machine «Autorité française intervenue», le document a systématiquement été produit sous Vichy.

Si vous trouvez «Transféré le » et « Déporté, fusillé, libéré le » sur votre document, c'est qu'il a été produit par la police judiciaire dans l'immédiate après-guerre.

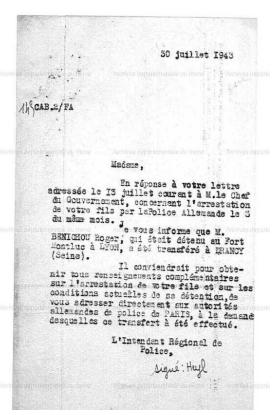
Attention

Certaines fiches sont écrites à plusieurs mains, la police judicaire a pu écrire après-guerre sur les fiches de l'administration de Vichy mais évidemment pas le contraire.

(N.B : la libération de la prison par la Résistance intervient le 24 août 1944, celle de Lyon le 3 septembre 1944).

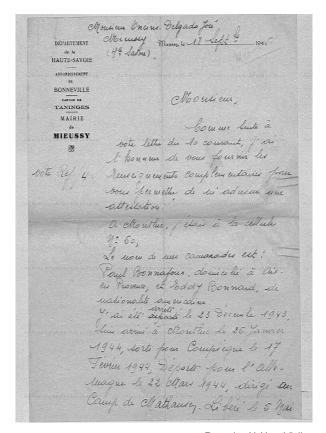
EXEMPLE DE CORRESPONDANCE SOUS VICHY (4) ET APRES-GUERRE (5)

Dans le « fonds Montluc » se trouvent parfois des documents annexes (lettres, certificats, échanges avec la famille ou les autorités de Police, l'Etat, etc) datant de l'Occupation ou de l'après-guerre. En voici plusieurs exemples :



Exemple de Robert Benichou Courrier de la police de Vichy en réponse au courrier rédigé par la mère de Robert Bénichou au maréchal Pétain en juillet 1943.

Archives Départementales et Métropolitaines, 3335 W, dossier 369.



Exemple : M Marc Viollet. Arch. Dép. Rhône 3335 W, dossier 3385.

Le premier document est produit par la police de Vichy le 30 juillet 1943 alors que le second est un courrier écrit par un ancien interné lors des enquètes d'après-guerre. La plupart du temps, ces enquêtes ont été faites dans le but de prouver un internement et/ou une déportation pour obtenir un statut, l'adhésion à une association d'anciens internés et/ou déportés ou enfin afin d'obtenir des indemnisations.

Plus rarement, il est possible de trouver des fiches d'écrou cartonnées issues des archives allemandes.

EXEMPLE DE FICHE D'ÉCROU ALLEMANDE (6)

Numéro d'écrou.

SINA Viollet Marc La mention Jude est parfois apposée ici si la personne est identifiée comme juive

14, 4, 11 Date de naissance

4, 1, 44 Date d'entrée dans la prison.

Lieu d'internement. Ici : cellule 138.

Autres abréviations :

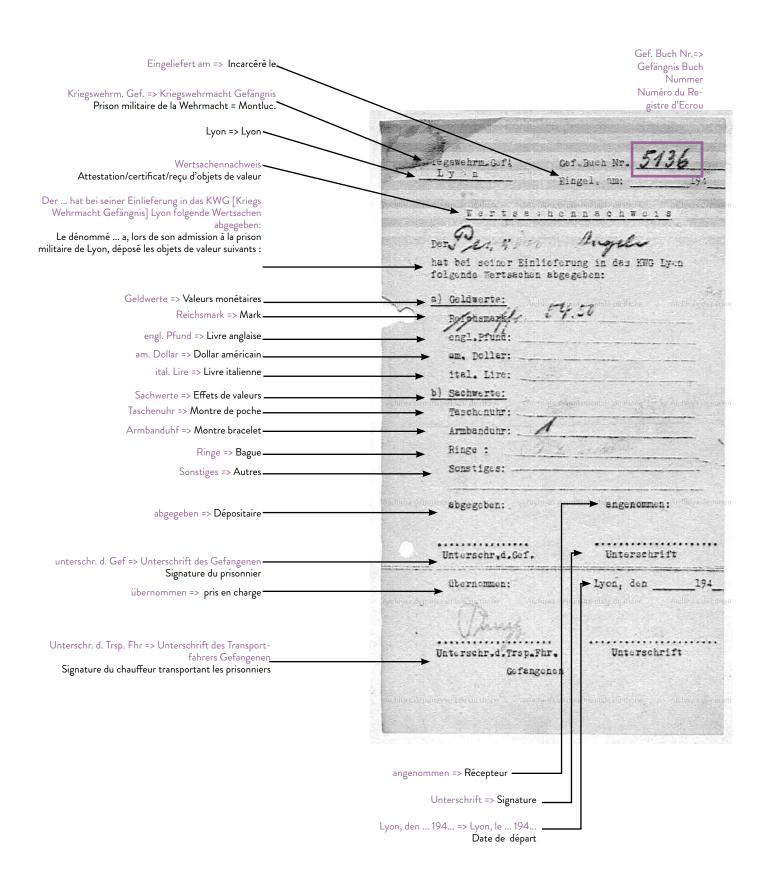
138 Ba = Baraque.

Ma = Magasin.

Exemple : M Marc Viollet.

Il est également possible de trouver un formulaire rédigé en allemand, dont la mise en page varie, mais avec un contenu strictement identique d'une fiche à l'autre. Cette fiche semble être un reçu des objets de valeur saisis sur l'interné par les autorités militaires allemandes à l'arrivée dans la prison entre 1943 et 1944 (voir exemple et traduction page suivante).

Arch. Dép. Rhône Rhône 3335 W, dossier



Le numéro en haut à droite du document semble être une référence directe au registre d'écrou (Gefängnis Buch, littéralement « Livre de la prison ») de la prison militaire allemande. Il correspond à l'arrivée dans la prison et permet d'évaluer le nombre de détenus déjà internés à cette date. Si ce numéro est précédé de la mention « FG », cela signifie vraisembablement que la personne a fait l'objet d'une instruction du tribunal militaire allemand.

D'autres fonds disponibles aux Archives Départementales et Métropolitaines sont également utiles à la recherche sur les internés de Montluc en particulier le fonds du Mémorial de l'Oppression.

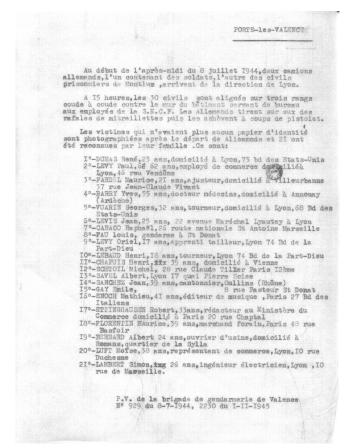
LE FONDS DU MÉMORIAL DE L'OPPRESSION 3808 W

Mis en œuvre à la Libération par le professeur Mazel, lui-même rescapé de la prison Montluc, le Mémorial de l'Oppression tente de recenser les crimes de guerre commis pendant l'Occupation en Rhône-Alpes. Les enquêtes ont été inventoriées par département et par commune et les archives conservées. Une recherche dans ce fonds permet d'obtenir des informations sur les circonstances de l'arrestation, l'exécution ou la déportation d'un interné de Montluc. Celui-ci a été entièrement numérisé mais n'est pas accessible en ligne en raison de la violence de certaines images (voir ci-dessous). Il faut le consulter aux archives. En revanche, l'inventaire doté d'un index par noms est disponible sur le site web des archives. Il est également à votre disposition au Mémorial national de la prison de Montluc.

Attention, ce fonds d'archives dispose d'un fonds photographique. Des photographies des exécutions et des massacres de l'été 1944 y sont parfois présentes. Certaines peuvent choquer, en particulier les plus jeunes et les familles à la recherche de leurs proches.

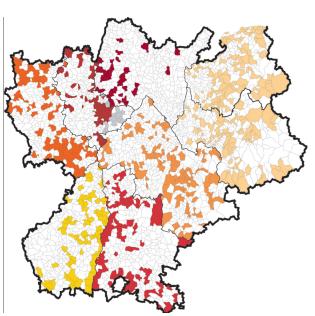


Le professeur Mazel à Saint-Genis-Laval 3808 W 1100 Archives Départementales et Métropolitaines



Exemple : liste des victimes du massacre de Porte-lès-Valence constituée après enquête du Mémorial de l'Oppression le 1/11/1945.

Archives Départementales et Métropolitaines 3808 W352



Région Rhône-Alpes.
Communes pour lesquelles
un dossier a été constitué.
Limites administratives issues du fichier
GEOFLA © IGN - Paris - Autorisation
n°50-3092

CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION - LYON

Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation 14 avenue Berthelot 69007 LYON

Tel: 04 78 72 23 11

Courriel : chrd@mairie-lyon.fr Web : http://www.chrd.lyon.fr

Aménagé dans l'ancien siège de la Gestapo de Lyon, le CHRD présente une exposition permanente et des expositions temporaires et dispose d'un centre d'archives et de documentation spécialisé.

LE CENTRE DE DOCUMENTATION DU CHRD

Concernant la prison de Montluc, vous y trouverez notamment des fonds d'archives privés, des témoignages d'internés (ouvrages, archives et enregistrements audioviduels) ainsi qu'une partie des archives de l'Association des rescapés de Montluc (ARM).



Vue de l'école de santé militaire, siège de la Gestapo d'avril 1943 à mai 1944, où se situe actuellement le CHRD. Archives Départementales et Métropolitaines, 4544 W

Tim Reclamation	2 - Reclaimation	Store Weeken	an Olvery	tions 5
Tenchy of	the winder beding in	to the 1842	Mills and of	dimo
DUGOUTO,	N Froline catilon	Faire he & 30	high 1913 is to	Langety in
caltadige	Andre Love	Pranges -	ne le 23au 302 Gre Luf	affill by
Cath olique	Claude co	raficais ?	6 & Herrian 5 muelloute	1912 Le Mil
Yalay - Yalay - Siley	albort # vig	Francis.	84 a Late of	Bufu cu
* autry	Henry House	Catholique	in mare	1974
	Powert Pine Cell Regaliteur.			
	come celeberarie 22 Disoratan pan			

Page de registre utilisé par le SD, mentionnant les résistants arrêtés à Caluire le 21 juin 1943, dont Jean Moulin sous le nom de Jacques Martel © CHRD

LES AUTRES SERVICES D'ARCHIVES

Selon l'histoire des internés et leurs parcours, les informations qu'il est possible de trouver sont très variées. D'autres fonds d'archives peuvent ainsi permettre d'approfondir vos recherches en fonction de l'histoire et du motif d'internement.

SI VOUS FAITES DES RECHERCHES SUR UN DÉPORTÉ

L'INTERNATIONAL TRACING SERVICE

International Tracing Service Große Allee 5 - 9 34454 Bad Arolsen Allemagne

Courriel : email@its-arolsen.org Web : www.its-arolsen.org

L'International Tracing Service (ITS) est un centre d'archives et de documentation sur les persécutions nazies et la libération des survivants. Sur la base de plus de 30 millions de documents, il procure aux anciens persécutés et à leurs descendants des informations sur l'incarcération, le travail forcé ainsi que sur l'assistance des Alliés dans l'après-guerre. Vous pouvez leur adresser une demande nominative grâce au formulaire à remplir en ligne.

ARCHIVES DU MINISTERE DES ARMÉES

Château de Vincennes, Avenue de Paris F - 94306 VINCENNES Cedex.

Tel: 0141934390

Web: www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Hôtel national des Invalides 129, rue de Grenelle CS 70780 75700 PARIS Cedex 07

Le ministère des Armées et l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONACVG), organisme en charge des intérêts matériels et moraux des combattants et victimes de guerre après la guerre ont pu compiler de très nombreuses archives, notamment en ce qui concerne les démarches entreprises pour la reconnaissance des combattants, des résistants ainsi que des victimes de guerre. Ces archives sont actuellement conservées dans plusieurs antennes du Service Historique de la Défense (SHD) ainsi que dans les services départementaux de l'ONACVG.

SI VOUS FAITES DES RECHERCHES SUR UNE VICTIME DE GUERRE (INTERNEMENT, DÉPORTATION, REFRACTAIRE, DÉCÈS SUITE À UN FAIT DE GUERRE)

PÔLE DES ARCHIVES DES VICTIMES DES CONFLITS CONTEMPORAINS (PAVCC) À CAEN

Rue Neuve du Bourg l'Abbé 14307 Caen cedex

Tel: 02 31 38 45 82 (secrétariat)

Courriel: shd-caen.courrier.fct@intradef.gouv.fr Web: www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr

Les archives du PAVCC de Caen, antenne du Service Historique de la Défense, regroupent notamment des dossiers concernant les individus décédés ou non, reconnus victime de guerre et/ou ayant reçu la mention « mort pour la France » et « mort en déportation ». Des archives nominatives concernant les prisonniers de guerre et les travailleurs partis en Allemagne y sont également conservées. Ces dossiers peuvent s'avérer très utiles pour retracer un parcours et comprendre les démarches qui ont pu être menées après-guerre par l'interné ou sa famille. Les archives sont à consulter sur place à Caen mais vous pouvez cependant faire une demande de reproduction afin de recevoir chez vous une copie des archives.

SI VOUS FAITES DES RECHERCHES SUR UNE PERSONNE AYANT FAIT PARTIE DE LA RÉSISTANCE

SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE

Château de Vincennes, Avenue de Paris F - 94306 VINCENNES Cedex.

Tel: 01 41 93 43 90

Web: www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr

Le SHD conserve notamment les dossiers d'homologation de résistants constitués après-guerre qui permettent de retracer le parcours en résistance ainsi que les démarches administratives effectuées (sous-série GR 16P). Pour consulter ces archives, il faut vous rendre directement sur place, au Service Historique de la Défense au Château de Vincennes. La consultation se fait sur réservation. En revanche, l'inventaire nominatif du fonds est disponible sur leur site internet ou au Mémorial de la prison de Montluc.

SI VOUS FAITES DES RECHERCHES SUR UNE VICTIME DE LA SHOAH

L'INSTITUT YAD VASHEM DE JERUSALEM

The Holocaust Martyrs' and Heroes' Remembrance Authority P.O.B. 3477 Jerusalem 9103401 Israel Web: http://www.yadvashem.org

Créé en 1953 en mémoire des victimes de la Shoah, le centre Yad Vashem est un mémorial situé à Jérusalem. Il comprend un musée d'histoire de la Shoah, une « Salle des Noms », une crypte du souvenir, un mémorial ainsi qu'un centre de documentation, une médiathèque, une bibliothèque et un centre d'archives. Vous trouverez en ligne plus de 4 millions de dossiers concernant les personnes assassinées. Ces documents sont consultables en ligne via une base de données par recherche nominative. On y retrouve essentiellement des feuilles de témoignages, renseignements complétés par des proches et envoyés au mémorial.

LE MÉMORIAL DE LA SHOAH À PARIS

17, rue Geoffroy-l'Asnier 75004 PARIS

Tel: 01 42 77 44 72

Web: http://www.memorialdelashoah.org

Sur le territoire français, le mémorial de la Shoah mène une démarche similaire au centre Yad Vashem en faisant des recherches sur les victimes de la Shoah arrêtées en France décédées ou ayant survécu. Sur leur site internet, il est possible d'interroger une base nominative contenant la liste du Mur des noms (victimes de la déportation), le registre des Juifs tués en France hors déportation, le registre des Juifs résistants membres des réseaux de l'Organisation Juive de Combat et le registre des Justes de France recensés par Yad Vashem. La base de données que vous pouvez consulter en ligne a été réalisée grâce à divers documents d'archives, ce qui peut expliquer certaines divergences d'orthographes, sur le nom, le prénom ou la date de naissance.

LE CENTRE DE DOCUMENTATION SUR LA DÉPORTATION DES ENFANTS JUIFS DE LYON

9 Avenue Leclerc 69007 LYON

Web: www.cddej.fr/

Courriel: cddej@deportesdelyon.fr

le Centre de Documentation sur la Déportation des Enfants juifs de Lyon a été créé en 1987 lors du procès de Klaus Barbie à Lyon. Il rassemble l'ensemble des documents d'archives collectés par l'association, dans les établissements scolaires de l'agglomération lyonnaise, ainsi qu'aux archives départementales, dans les mairies comme auprès de proches survivants. Ces documents sont consultables librement via un moteur de recherche nominatif sur leur site internet.

SI VOUS FAITES DES RECHERCHES SUR UN RÉSISTANT, OTAGE OU RAFLÉ AYANT ÉTÉ DÉPORTÉ

LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

FMD

30 boulevard des Invalides 75007 Paris

Tel : 01 47 05 81 50 Web : www.fmd.asso.fr

Fondée en 1990, la fondation regroupe plus de 500 témoignages audios et videos d'anciens internés et déportés, ainsi qu'un centre de documentation sur la Seconde Guerre mondiale. Elle a également réalisé des études sur les lieux d'internement entre 1939 et 1945 et sur les convois ayant quitté Compiègne et Romainville.

Sur le site internet de la fondation, vous retrouverez une base de données nominative des individus déportés pour des raisons politiques et non raciales. La recherche permet de connaitre le numéro du convoi, parfois quelques indications sur celui-ci ainsi que la liste des personnes déportées dans le même convoi.

POUR ALLER PLUS LOIN

ADMINISTRATION D'ÉTAT

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DU RHÔNE

3 rue Louis Vitet 69001 LYON Tel : 04.78.27.15.61

Fonds d'archives disponibles

Dossier Combattan't volontaire de la Résistance (CVR) en cours de versement aux archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon.

LEGIFRANCE

Secrétariat Général du Gouvernement 57 rue de Varennes 75007 Paris

Web: http://www.legifrance.gouv.fr

Liste du Journal Officiel des personnes « Mort pour la France » et/ou « Mort en déportation » depuis 1990.

MINISTERE DES ARMÉES MÉMOIRE DES HOMMES

14 rue Saint-Dominique 75007 Paris

Tel: 04.78.27.15.61

Web: http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

Site internet

Liste incomplète des « Mort pour la France » et localisation des sépultures en nécropoles.

CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION EN RHÔNE-ALPES

ARCHIVES MUNICIPALES DE LYON

1 Place des Archives 69002 LYON

Tel: 04 78 92 32 50

Web: http://www.archives-lyon.fr/archives

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement et convois funéraires en ligne. fonds municipaux liés à l'Occupation Fonds privés

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE LYON

30 boulevard Vivier-Merle 69431 Lyon Cedex 03 Tel: 04 78 62 18 00 Courriel: bm@bm-lyon.fr

Web: https://www.bm-lyon.fr

Fonds, ouvrages disponibles Ouvrages généraux Fonds régional. Dépôt légal. Livre-mémoriaux pour la région Rhône-Alpes Archives de presse.

LE RIZE

ARCHIVES MUNICIPALES DE VILLEURBANNE

23 Rue Valentin Hauy 69100 VILLEURBANNE Tel :04 37 57 17 17

Courriel: lerize@mairie-villeurbanne.fr Web: http://www.lerize.villeurbanne.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement fonds municipaux liés notamment à la Doua Fonds privés

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'AIN

1 Boulevard Paul Valéry 01000 BOURG EN BRESSE

Tel: 04 74 32 12 80

Web: http://www.archives-numerisees.ain.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ARDÈCHE

Place André Malraux 07000 PRIVAS Tel : 04 75 66 98 00

Web: http://www.archives.ardeche.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA DRÔME

14 rue de la manutention 26000 VALENCE Tel : 04 75 82 44 80

Web: http://www.archives.ladrome.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE

2 Rue Auguste Prudhomme 38000 GRENOBLE Tel : 04 76 54 37 81

Web: http://www.archives-isere.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA LOIRE

6 Rue Barrouin 42000 SAINT ETIENNE

Tel: 04 77 93 58 78

Web: http://www.loire.fr/jcms/c_825883/les-archives-en-

igne

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SAVOIE

244 Quai de la Rize 73000 CHAMBERY Tel : 04 79 70 87 70

Web: http://www.savoie-archives.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE HAUTE-SAVOIE

37 bis, avenue de la Plaine 74000 ANNECY

Tel: 04 50 33 20 80

Web: http://www.archives.hautesavoie.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE SAÔNE-ET-LOIRE

Place des Carmélites 71000 MACON Tel : 03 85 21 00 76

Web: http://www.archives71.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU JURA

Impasse des Archives 39570 MONTMOROT Tel : 03 84 47 41 28

Web: http://www.archives39.fr

Fonds, ouvrages disponibles Etat-Civil et recensement Fonds préfectoraux

ASSOCIATIONS, FONDATIONS ET MÉMORIAUX

ASSOCIATION DES RESCAPÉS DE MONTLUC

11 rue Laurent Vibert 69006 LYON

Web: http://www.rescapesdemontluc.fr

Fonds, ouvrages disponibles Archives de l'Association Dossiers d'internés de Montluc Ouvrages des éditions BGA Permezel sur les internés de Montluc entre 1943 et 1944.

ANONYMES, JUSTES ET PERSÉCUTÉS DURANT LA PÉRIODE NAZIE (AJPN).

Site internet collaboratif. 111 rue Belleville 33000 BORDEAUX

Tel : 09 51 89 44 87 Web : http://www.ajpn.org

Fonds, ouvrages disponibles Témoignages et références Attention : site participatif

ASSOCIATION DES FILS ET FILLES DÉPORTÉS JUIFS DE FRANCE

32 rue de la Boétie 75008 Paris Tel : 01 45 61 18 78

Fonds, ouvrages disponibles Mémorial de la Déportation des Juifs de France

SOCIÉTÉ LYONNAISE D'HISTOIRE DE LA POLICE

141 rue Baraban 69003 LYON

Courriel: shplyon@yahoo.fr Web: http://www.slhp-raa.fr

Fonds, ouvrages disponibles Liste des policiers, préfets, agents de préfecture, gendarmes, douaniers, sapeurs pompiers et magistrats internés à Montluc

UNITED STATES HOLOCAUST MEMORIAL MUSEUM

100 Raoul Wallenberg PI SW DC 20024 WASHINGTON Web: http://www.ushmm.org

Fonds, ouvrages disponibles Base de données des survivants et victimes de la Shoah (Archives et témoignages) site en anglais

MÉMORIAL DÉPARTEMENTAL DE NANTUA

45, Rue du Mont d'Armène 73000 CHAMBERY

Web: http://www.memoire-deportation-ain.fr

Fonds, ouvrages disponibles Base de données des déportés de l'Ain et témoignages

MAISON D'IZIEU

mémorial des enfants juifs exterminés 70 route de Lambraz 01300 IZIEU

Web: http://www.memorializieu.eu

Fonds, ouvrages disponibles Centre de documentation concernant les enfants d'Izieu